
CABINET

SECRÉTARIAT PERMANENT
DE L'INITIATIVE POUR LA TRANSPARENCE DANS
LES INDUSTRIES EXTRACTIVES (SP-ITIE)

Ouagadougou, le 08 FEV 2021

NOTE D'ENGAGEMENT DU GOUVERNEMENT **DU BURKINA FASO**

Depuis plusieurs années, le Burkina Faso s'est engagé dans une dynamique d'amélioration de la bonne gouvernance dans la gestion des affaires publiques, en témoigne l'adoption dès 1998 de la politique nationale y relative.

En outre, convaincu que la bonne gouvernance peut contribuer à l'amélioration de l'efficacité des prestations de services publics et à renforcer l'utilisation rationnelle et équitable des ressources publiques pour la réduction de la pauvreté, le Gouvernement a mis en place une armature institutionnelle favorable à une saine gestion des affaires publiques et a adhéré à plusieurs initiatives internationales de promotion de la bonne gouvernance.

Fidèle à sa volonté d'accroître la transparence dans son action, le pays a décidé d'adhérer à l'ITIE en septembre 2007 afin de garantir la transparence dans la gestion de ses ressources extractives dont l'exploitation a connu une pleine expansion ces dernières années. Ainsi, la cérémonie officielle de lancement des activités de l'ITIE est intervenue le 20 juin 2008 et a été présidée par Monsieur le Ministre de l'Economie et des Finances au nom et pour le compte de son Excellence Monsieur le Premier Ministre.

Cet engagement du gouvernement à mettre en œuvre l'ITIE avec le concours des organisations de la société civile ainsi que celui des sociétés extractives n'a pas faibli au regard des résultats engrangés depuis son adhésion. En effet, malgré la situation sécuritaire difficile que connaît le pays, les subventions de l'Etat à l'égard des actions de l'ITIE sont restées constantes. Aussi cet engagement a-t-il été réaffirmé par le Ministre en charge des mines à Paris au cours de la huitième conférence mondiale de l'ITIE tenue en juin 2019. Cet état de fait montre que le Gouvernement du Burkina Faso attache du prix à la mise en œuvre de cette norme d'envergure mondiale.

De nombreuses actions sont en cours de mise en œuvre avec l'ensemble des parties prenantes pour réussir la prochaine validation du pays. En effet,

